



Conseil économique et social

Distr. générale
10 août 2020
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organisé sous les auspices du Conseil économique et social

7-16 juillet 2020

Rapport sur le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social

Résumé

Dans son compte-rendu du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session 2020, la Présidente du Conseil a indiqué que les progrès accomplis dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 étaient inégaux et qu'il fallait accélérer la cadence dans de nombreux domaines. En fait, avant même que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ne révèle et n'aggrave les inégalités dans les pays et entre ceux-ci, les progrès mondiaux pour réaliser les objectifs de développement durable avaient stagné, voire reculé dans certains cas.

Le Programme 2030 devrait être au centre de la reprise après la pandémie et guider nos efforts pour reconstruire en mieux. Pour en réaliser les objectifs, tous les pays sont appelés à s'engager dans une voie de développement durable transformatrice tenant compte des risques. À cet égard, tant la riposte immédiate à la COVID-19 que la reprise à long terme nécessitent que les pays aient accès à des données et statistiques fiables en temps utile pour élaborer et cibler des politiques efficaces et faire le suivi des résultats et des progrès accomplis.

La pandémie a exacerbé les problèmes existants des systèmes alimentaires, surtout dans les pays vulnérables. Une action urgente et ciblée est nécessaire pour prévenir une situation d'urgence humanitaire. Il faut étoffer les solutions fondées sur la nature et l'économie circulaire et les intégrer dans le processus décisionnel pour soutenir la santé et les moyens de subsistance des populations, convertir les systèmes économiques aux modes de consommation et de production durables, gérer les risques accrus de catastrophe et leurs impacts socio-économiques, de même que lutter à la fois contre les changements climatiques et la perte de biodiversité.

La riposte à la COVID-19, la transition économique et la résilience des pays passent par des partenariats et des mécanismes institutionnels innovants, qui doivent donner lieu à un renouvellement du multilatéralisme, un nouveau contrat social, un filet de sécurité financière, une mise en commun des risques à l'échelle mondiale et



une interface science-politique renforcée. Une gouvernance favorisant l'inclusion et des approches mobilisant l'ensemble de la société sont indispensables à une transformation durable, ce qui suppose une action aux niveaux national et local et la participation active de toutes les parties prenantes. Le secteur privé a un rôle fondamental à jouer en assumant une plus grande responsabilité dans la promotion des investissements verts et la redéfinition du rapport entre l'être humain et la nature. La pandémie offre une occasion unique d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles et d'abandonner progressivement le charbon, tout en protégeant les populations vulnérables grâce à des stratégies de transition équitables.

L'apport des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et tous les pays d'Afrique est primordial pour mettre de l'avant une économie et un tissu social plus résilients.

Pour les petits États insulaires en développement, la crise est à la fois sanitaire et économique, nombre d'entre eux ayant vu leurs recettes s'écrouler sous le poids croissant de leur dette.

La pandémie de COVID-19 a aggravé les problèmes liés au financement du développement durable. Une plus grande mobilisation des ressources financières, un décaissement plus rapide et un meilleur positionnement stratégique des ressources s'imposent. Le financement public du développement demeurera essentiel, aussi est-il important de protéger les recettes fiscales, de s'attaquer au problème de la dette et de maintenir les budgets d'aide publique au développement.

La crise actuelle prouve une fois de plus que la coopération internationale en science, en technologie et en innovation est vitale, et que des investissements devraient être consentis pour renforcer les capacités, mais aussi reconnaître et utiliser pleinement les capacités existantes dans les pays en développement, pour ne laisser personne de côté.

La science, la technologie et l'innovation doivent être mises au service de l'équité et de la durabilité. Les groupes vulnérables devraient avoir accès en priorité aux solutions, lesquelles devraient puiser à diverses sources, dont les connaissances locales, traditionnelles, communautaires et les sciences sociales.

L'humanité a la responsabilité partagée de préserver ses acquis en matière de développement et de veiller à ce que la riposte à la COVID-19 soit guidée par le principe de ne laisser personne de côté, de sorte que la reprise produise des économies plus égalitaires, inclusives et durables, ainsi que des sociétés plus résilientes.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 67/290, l'Assemblée générale a décidé que le forum politique de haut niveau pour le développement durable sous les auspices du Conseil économique et social se réunirait annuellement sur convocation de la Présidente du Conseil pour une période de huit jours, incluant un débat ministériel de trois jours. Conformément au paragraphe 11 c) de l'annexe 68/1 de cette résolution, la réunion ministérielle de trois jours doit se tenir pendant le débat de haut niveau du Conseil.
2. Dans sa résolution 2020/1, le Conseil a établi que le forum se tiendrait du 7 au 13 juillet 2020 et son débat de haut niveau du 14 au 17 juillet, incluant le débat ministériel de trois jours, du 14 au 16 juillet.
3. Dans sa décision 74/508, l'Assemblée générale a décidé que le thème de la session 2020 du forum serait « Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable ».
4. Conformément à la résolution 2020/4 du 4 juin du Conseil économique et social, intitulée « Seconde réorganisation des travaux de la session de 2020 du Conseil économique et social et des sessions de ses organes subsidiaires », aux décisions 2020/205 du 3 avril, 2020/206 du 22 mai et 2020/219 du 24 juin sur la procédure de prise de décisions pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et compte tenu tant de l'incidence de celle-ci sur l'organisation des travaux que des solutions technologiques et procédurales disponibles, le forum s'est tenu de façon virtuelle du 7 au 16 juillet 2020.
5. Le présent rapport et ses annexes rendent compte des débats du forum organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session 2020.

II. Travaux de la session

6. Du 7 au 16 juillet 2020, le forum a tenu 18 réunions informelles virtuelles pour faire le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 objectifs, et discuter des façons d'atteindre ces objectifs et d'accélérer les progrès compte tenu des effets de la pandémie de COVID-19.
7. Le forum a entendu l'examen national volontaire de 47 États sur leur mise en œuvre du Programme 2030.
8. Le compte-rendu des réunions informelles virtuelles du forum figure à l'annexe I du présent rapport.
9. Dans une lettre datée du 22 juin 2020, la Présidente du Conseil économique et social a invité les membres du forum et les parties prenantes à soumettre par écrit ou dans un enregistrement vidéo leurs déclarations officielles pour le débat général. Les déclarations transmises au secrétariat peuvent être consultées sur le site Web du forum¹.
10. Des activités parallèles et des manifestations spéciales ont été organisées en marge des réunions du forum grâce au parrainage d'un groupe diversifié d'intervenants, y compris des gouvernements, des organismes, des fonds et des programmes des Nations Unies, des organisations internationales et intergouvernementales, des grands groupes et d'autres parties prenantes concernées. Des renseignements sur ces activités sont disponibles sur le site Web du forum².

¹ Voir sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2020#debate.

² Voir sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2020#autre.

Projet de déclaration ministérielle

11. Le forum était saisi du projet de déclaration ministérielle du débat de haut niveau de la session 2020 du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil, sur le thème « Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable » ([E/2020/L.20-E/HLPF/2020/L.1](#)).

12. Dans une lettre datée du 17 juillet 2020, la Présidente du Conseil a affirmé que le projet de déclaration ministérielle était sans incidences pour le budget-programme. Dans la même lettre, la Présidente a soumis le projet de déclaration ministérielle à la procédure d'approbation tacite jusqu'au mercredi 22 juillet 2020, à 17 heures, conformément aux décisions du Conseil 2020/205, 2020/206 et 2020/219.

13. Dans une lettre datée du 22 juillet 2020, la Présidente du Conseil a déclaré que la procédure d'approbation tacite avait été levée.

III. Questions d'organisation et questions diverses

Ordre du jour

14. L'ordre du jour provisoire du forum ([E/HLPF/2020/1](#)) se lit comme suit :

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable :
 - a) Examen thématique ;
 - b) Examens nationaux volontaires.
3. Adoption du projet de rapport.

Documentation

15. La documentation consultée par le forum pendant la session figure à l'annexe II du présent rapport. D'autres documents pertinents peuvent être consultés sur le site Web du forum³.

³ Voir sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2020#docs.

Annexe I

Compte-rendu des réunions informelles virtuelles du forum

1. Les représentants de 129 États Membres des Nations Unies et États membres des institutions spécialisées ont participé aux réunions informelles virtuelles du forum. Des représentants d'organisations intergouvernementales et d'autres entités, du système des Nations Unies, des grands groupes et d'autres parties prenantes concernées étaient¹ également présents. La liste des participants aux réunions informelles virtuelles sera publiée dans un document distinct ([E/HLPF/2020/INF/1](#)).

A. Ouverture et clôture des réunions informelles virtuelles

2. À la première réunion informelle, le 7 juillet 2020, la Présidente du Conseil économique et social, Mona Juul (Norvège), a déclaré ouvertes les réunions informelles du forum et, après une présentation vidéo sur les jeunes, la COVID-19 et les objectifs de développement durable, elle a fait une déclaration.

3. À la dix-huitième réunion informelle, tenue le 16 juillet à l'issue du forum, la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina Mohammed, a fait un discours de clôture.

4. Lors de cette même réunion, la Présidente du Conseil a fait ses observations finales et déclaré closes les réunions informelles du forum.

B. Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable

1. Examen thématique

5. De la première à la septième réunion informelle, qui ont eu lieu entre le 7 et le 10 juillet, le forum a tenu des discussions interactives dans le cadre de son examen thématique.

a) Lancer la décennie d'action en temps de crise : garder le cap sur les objectifs de développement durable tout en luttant contre la COVID-19

6. À la première réunion informelle, le 7 juillet, le forum a tenu une discussion interactive en deux parties sur le thème « Lancer la décennie d'action en temps de crise : garder le cap sur les objectifs de développement durable tout en luttant contre la COVID-19 », présidée par la Présidente du Conseil.

7. Durant cette même réunion, le Vice-Président du Conseil, Mher Margaryan (Arménie), a fait une déclaration et présenté des messages tirés du débat du Conseil consacré à l'intégration, qui s'est tenu pendant la réunion informelle virtuelle du 6 juillet 2020. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a présenté le rapport du Secrétaire général faisant le point sur les objectifs de développement durable ([E/2020/57](#)).

¹ Les grands groupes, tels que définis dans le cadre d'Action 21, sont : les femmes ; les enfants et les jeunes ; les peuples autochtones ; les organisations non gouvernementales ; les autorités locales ; les travailleurs et les syndicats ; les entreprises et l'industrie ; la communauté scientifique et technique ; les agriculteurs. En outre, dans sa résolution [67/290](#), l'Assemblée générale a reconnu le rôle d'autres parties prenantes actives dans des domaines liés au développement durable, tels que les organismes philanthropiques privés, les établissements d'enseignement et les universités, les personnes handicapées et les regroupements de bénévoles.

8. Des déclarations liminaires ont été faites par Jutta Urpilainen, Commissaire aux partenariats internationaux de l'Union européenne, et Victor Harison, Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine.

Première partie – Maintenir le cap sur les objectifs de développement durable tout en luttant contre la COVID-19 : progression des objectifs, dimensions régionales et pays à différents niveaux de développement, y compris les pays à revenu intermédiaire

9. La discussion était animée par M. Manish Bapna, Vice-Président exécutif et Directeur général de l'Institut des ressources mondiales, qui a fait une déclaration.

10. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : le Sous-Directeur général chargé de la préparation aux situations d'urgence et du Règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale de la santé, Jaouad Mahjour ; la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique et Coordonnatrice des commissions régionales, Vera Songwe ; la Directrice fondatrice de l'Institute for Innovation and Public Purpose de l'University College London et membre du Comité des politiques de développement, Mariana Mazzucato.

11. La Ministre de la planification nationale et de la politique économique du Costa Rica, María del Pilar Garrido, a fait une déclaration.

12. À son tour, le Président de Cités et Gouvernements Locaux Unis et maire de la ville d'Al Hoceïma au Maroc, Mohammed Boudra, est intervenu.

13. Lors de la discussion interactive qui a suivi, des représentants des pays suivants ont fait des commentaires : Philippines, au nom du groupe de pays de même sensibilité pour la promotion des pays à revenu intermédiaire ; Tuvalu, au nom du forum des îles du Pacifique ; Suisse ; Algérie ; Népal ; Roumanie ; Israël ; Nicaragua ; France ; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

14. Le Secrétaire d'État à l'infrastructure et à la gestion de l'eau des Pays-Bas, Stientje van Veldhoven, a pris la parole à titre de participant ministériel.

15. Une représentante du grand groupe des femmes a également fait une déclaration.

Deuxième partie – Maintenir le cap sur les objectifs de développement durable tout en luttant contre la COVID-19 : objectifs 2020, données et institutions pour une élaboration intégrée des politiques

16. La discussion était animée par la Directrice exécutive du Partenariat mondial pour les données du développement durable, Claire Melamed, qui a fait une déclaration.

17. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : la Coprésidente du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques relatives au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et présidente de l'Office national des statistiques de Mongolie, Ariunzaya Ayush ; la Présidente du Comité d'experts de l'administration publique, Geraldine Joslyn Fraser-Moleketi ; la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Henrietta Fore.

18. Les participants suivants sont intervenus : la Ministre de la planification et du développement économique de l'Égypte, Hala Al Said ; le Vice-Ministre allemand de la coopération économique et du développement, Norbert Barthle ; la Directrice exécutive adjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Joyce Msuya.

19. Les intervenants principaux suivants ont aussi pris la parole : Jack Dangermond, Président cofondateur de l'Institut de recherche pour systèmes d'information sur l'environnement et producteur de systèmes d'information géographique et de renseignements de localisation, et María León Klenke, Présidente de la Fédération des employeurs du Pérou, s'exprimant au nom du grand groupe des entreprises et de l'industrie.

20. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources ont répondu aux commentaires des représentants de la Turquie, du Japon, des Fidji, du Guatemala, de Cuba, de l'Indonésie, de la Pologne, de l'Afrique du Sud, de la République islamique d'Iran, de la République de Corée, de la Belgique, de l'Égypte et de l'Afghanistan.

21. Une déclaration a été faite par le représentant du groupe de parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

b) Reconstruire en mieux après la COVID-19 et agir là où nous aurons le plus grand impact sur les objectifs de développement durable

22. À la deuxième réunion informelle, le 7 juillet, le forum a tenu une discussion interactive en trois parties sur le thème « Reconstruire en mieux après la COVID-19 et agir là où nous aurons le plus grand impact sur les objectifs de développement durable ».

Première partie – Préserver et faire progresser le bien-être humain et mettre fin à la pauvreté

23. Le Vice-Président du Conseil, Omar Hilale (Maroc), a présidé la discussion et fait une déclaration.

24. L'envoyé spécial du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, David Nabarro, a donné un discours liminaire sur la préparation et la riposte à la COVID-19.

25. La discussion était animée par l'ancienne Ministre des finances de Cabo Verde et membre du Comité d'experts de l'administration publique et du Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, Cristina Duarte.

26. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : la Directrice adjointe de l'Institut allemand de développement, Imme Scholz ; le Directeur général du groupe Amref Health Africa, Githinji Gitahi.

27. Des déclarations ont été faites par les intervenants principaux : la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme et Chef du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Ilze Brands Kehris ; la fondatrice et Coordonnatrice de l'organisation non gouvernementale basée au Kenya Focus of Disabled Persons, Jane Miano, au nom des groupes d'intérêt sur le vieillissement et les personnes handicapées.

28. Des déclarations ont été faites par les participants ministériels : le Vice-Ministre de la politique et des relations internationales du Ministère de l'environnement de la République tchèque, Vladislav Smrz ; la Vice-Ministre des affaires multilatérales et de la coopération du Panama, Eryka Mouynes.

29. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources et les intervenants principaux ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Union européenne, du Guatemala, de la Thaïlande et de l'État

plurinational de Bolivie, ainsi que du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

30. L'animatrice a fait des observations finales.

Deuxième partie – Éradiquer la faim et atteindre la sécurité alimentaire

31. Le Vice-Président du Conseil (Maroc) a présidé la discussion et fait une déclaration.

32. La discussion était animée par l'ancien Sous-Directeur général pour le développement économique et social de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ancien Sous-Secrétaire général pour le développement économique du Département des affaires économiques et sociales, Jomo Kwame Sundaram.

33. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : la Coprésidente du Groupe indépendant de scientifiques pour le Rapport mondial sur le développement durable 2019 et ancienne Sous-Ministre des ressources naturelles et de l'environnement d'Indonésie, Endah Murniningtyas ; le Vice-Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition et ancien directeur de l'Office fédéral de l'agriculture de Suisse, Bernard Lehmann.

34. Une déclaration a été faite par l'intervenante principale, la Directrice exécutive du Conseil international de traités indiens, Andrea Carmen, au nom du grand groupe des peuples autochtones.

35. Des déclarations ont été faites par le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de l'Argentine, Luis Basterra, à titre de participant ministériel, ainsi que par les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Fonds international de développement agricole.

36. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources et l'animateur ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Nicaragua, de la Finlande, du Népal, de l'Indonésie, de la Suisse, du Chili, de la France, de la Suède et du Costa Rica.

37. Des déclarations ont également été faites par le représentant du groupe de parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique et par la représentante du grand groupe des femmes.

38. L'animateur a fait des observations finales.

39. Le Vice-Président du Conseil (Maroc) a fait une déclaration.

Troisième partie – Des solutions transformatrices pour réaliser le Programme 2030 : une approche mobilisant l'ensemble de la société et tenant compte de l'impact de la COVID-19 (perspective des parties prenantes)

40. La Présidente du Conseil a présidé la discussion et fait une déclaration.

41. La discussion était animée par Maria Theresa Nera-Lauron, Conseillère pour le programme des Nations Unies au Centre pour le dialogue et la coopération internationale de la Fondation Rosa Luxemburg.

42. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : Haaziq Kazi, élève de huitième année de l'école internationale Indus à Pune, en Inde, parlant au nom du grand groupe des enfants et des jeunes ; Limota Limotat Goroso Giwa, membre du conseil d'administration de la Commission Huairou, parlant au nom du groupe de parties prenantes pour le Mécanisme de mobilisation des parties prenantes à l'appui de la mise en œuvre du cadre de Sendai ; Refat Sabbah, Président

de la Campagne mondiale pour l'éducation, parlant au nom du groupe de parties prenantes de l'éducation et du milieu universitaire ; Alessandrabree Chacha, représentante de Trans Smart Trust, parlant au nom du groupe de parties prenantes pour les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et intersexes.

43. En sa qualité d'intervenant principal, Rilli Lappalainen, Directeur du développement durable de Fingo, une organisation qui chapeaute les organisations non gouvernementales de développement finlandaises, a fait une déclaration au nom de la délégation finlandaise.

44. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Mexique, du Nicaragua, de la Norvège, de la Suisse et de la Suède, ainsi que des représentants du grand groupe des organisations non gouvernementales, du grand groupe des femmes et du groupe de parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

45. L'animatrice a fait des observations finales.

46. La Présidente du Conseil a fait des observations finales.

47. À la troisième réunion informelle, le 8 juillet, le forum a tenu une discussion interactive en deux parties sur le thème « Reconstruire en mieux après la COVID-19 et agir là où nous aurons le plus grand impact sur les objectifs de développement durable ».

Première partie – Réagir au choc économique, relancer la croissance, partager les avantages économiques et s'attaquer aux problèmes de financement des pays en développement

48. Le Vice-Président du Conseil (Arménie) a présidé la discussion et fait une déclaration.

49. La discussion était animée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Mahmoud Mohieldin.

50. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : la Directrice mondiale du pôle d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale, Carolina Sánchez-Páramo ; le Directeur général du Conseil de l'énergie, de l'environnement et de l'eau de l'Inde et membre du Comité des politiques de développement, Arunahba Ghosh.

51. Les intervenants principaux suivants ont pris la parole : la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Armida Salsiah Alisjahbana ; le Secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale, Mamadou Diallo (Sénégal), au nom du grand groupe des travailleurs et des syndicats.

52. Une déclaration a été faite par le Rapporteur spécial sur le droit au développement, Saad Alfarargi.

53. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources, les intervenants principaux et le Rapporteur spécial sur le droit au développement ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Guatemala, de la Finlande, de la Jamaïque, de l'Éthiopie, de l'Union européenne, de l'Indonésie, du Népal, de l'Uruguay, des Fidji, de la France et de Madagascar, ainsi que du représentant de l'Organisation internationale du travail.

Deuxième partie – Mobiliser la solidarité internationale, accélérer l'action et adopter de nouvelles solutions pour réaliser le Programme 2030 et les Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement

54. Le Vice-Président du Conseil (Pakistan) a présidé la discussion et fait une déclaration.

55. Un discours liminaire préenregistré du Procureur général, Ministre de l'économie et Ministre responsable du changement climatique des Fidji, Aiyaz Sayed-Khaiyum, a été montré.

56. La discussion était animée par la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Fekitamoeloa 'Utoikamanu.

57. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : le Ministre des affaires étrangères des Maldives, Abdulla Shahid ; la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Alicia Barcena ; la chef du groupe des marchés durables au Forum économique mondial, Terri Toyota.

58. En qualité d'intervenante principale, la Directrice exécutive et fondatrice de MY World México, Karol Alejandra Arámbula Carrillo, a pris la parole au nom du grand groupe des organisations non gouvernementales.

59. À son tour, la Ministre des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade, Marsha Caddle, a fait une déclaration à titre de participante ministérielle.

60. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources et l'intervenante principale ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Belize (parlant au nom des États membres de l'Alliance des petits États insulaires), de Tuvalu (parlant au nom des États membres du forum des îles du Pacifique), de l'Indonésie, du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Afghanistan, de la Jamaïque, de Cabo Verde, du Maroc, de Cuba, du Danemark et des Fidji, ainsi que du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

61. Des déclarations ont également été faites par les représentants du grand groupe des femmes et du groupe de parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

62. À la troisième réunion informelle, le 8 juillet, le forum a tenu une discussion interactive en deux parties sur le thème « Reconstruire en mieux après la COVID-19 et agir là où nous aurons le plus grand impact sur les objectifs de développement durable ».

Première partie – Protéger la planète et devenir résilients

63. Le Vice-Président du Conseil, Munir Akram (Pakistan), a présidé la discussion et fait une déclaration.

64. La discussion était animée par le Directeur général de la Fédération internationale des coopératives et mutuelles d'assurance, Shaun Tarbuck, qui a aussi fait une déclaration.

65. Les personnes-ressources suivantes sont intervenues : la Ministre de la culture, du tourisme et de l'environnement de l'Angola, Adjany Costa ; la Coprésidente de la Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, Sandra Díaz.

66. Les intervenants principaux suivants ont également pris la parole : le Président de l'Institut des stratégies environnementales mondiales et professeur à l'Institut pour les initiatives futures de l'Université de Tokyo, Takeuchi Kazuhiko ; le Président de l'Organisation mondiale des agriculteurs, Theo de Jager, s'exprimant au nom du grand groupe des agriculteurs.

67. Des déclarations ont également été faites par les participants suivants : le Ministre du Secrétariat national d'urgence du Paraguay, Joaquin Roa Burgos ; la Vice-Ministre de l'environnement de Colombie, Maria Claudia Garcia ; la Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'environnement de Suède, Eva Svedling ; le Ministre d'État au ministère des secours aux sinistrés du Bangladesh, Enamur Rahman (message vidéo préenregistré) ; la Présidente de la seizième session du forum des Nations Unies sur les forêts et Représentante permanente du Suriname auprès des Nations Unies, Kitty Sweeb ; la Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, Elizabeth Maruma Mrema.

68. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, des déclarations ont été faites par les représentants de la Finlande, ainsi que de Tuvalu (au nom des États membres du Forum des îles du Pacifique).

Deuxième partie – Poursuivre les efforts pour garantir l'accès à l'énergie durable

69. La discussion était présidée par le Vice-Président du Conseil (Arménie), qui a fait une déclaration.

70. La discussion était animée par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'énergie durable pour tous, Damilola Ogunbiyi, qui a aussi fait une déclaration.

71. Les personnes-ressources suivantes sont intervenues : Francesco La Camera, Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables ; Hans Olav Ibrekk, Directeur des politiques sur l'énergie et le changement climatique au Ministère des affaires étrangères de la Norvège et cofacilitateur du Groupe consultatif technique sur l'objectif de développement durable no 7 ; Sheila Oparaocha, Directrice exécutive du Réseau international sur le genre et l'énergie durable.

72. L'intervenante principale, Leena Srivastava, Directrice générale adjointe des sciences à l'International Institute for Applied Systems Analysis, a pris la parole au nom du grand groupe de la communauté scientifique et technique.

73. Des déclarations ont également été faites par les participants suivants : le Ministre de l'énergie du Pakistan, Omar Ayub Khan (message vidéo préenregistré) ; la Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à l'Amérique latine et aux Caraïbes de l'Espagne, Cristina Gallach ; le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Li Yong ; la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, Mami Mizutori ; la Ministre adjointe de l'énergie des Émirats arabes unis, Fatima Al Foora.

74. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, des déclarations ont été faites par les représentants de la France, du Portugal, du Danemark, de la Suède, de l'Indonésie, de la Norvège, du Népal, de l'Irak, du Guatemala, de la Pologne et du Costa Rica.

75. Les représentants du grand groupe des enfants et des jeunes, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du grand groupe des femmes sont également intervenus.

76. À la cinquième réunion informelle, le 9 juillet, le forum a tenu une discussion interactive en deux parties sur le thème « Reconstruire en mieux après la COVID-19

et agir là où nous aurons le plus grand impact sur les objectifs de développement durable ».

Première partie – Renforcer l'action locale pour maîtriser la pandémie et accélérer la mise en œuvre

77. Le Vice-Président du Conseil, Juan Sandoval (Mexique), a présidé la discussion et fait une déclaration.

78. La discussion était animée par le Secrétaire général des Gouvernements locaux pour le développement durable, Gino Van Begin, qui a également fait une déclaration.

79. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Maimunah Mohd Sharif ; le Gouverneur de la préfecture de Kanagawa, au Japon, Yūji Kuroiwa.

80. Les intervenants principaux suivants ont pris la parole : Olga Algayerova, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe ; Santiago del Hierro, architecte et chercheur équatorien ; Mabel Bianco, Présidente de la Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer (au nom du grand groupe des femmes).

81. Une déclaration a également été faite par la Commissaire aux affaires internationales de la Ville de New York, Penny Abeywardena, à titre de participante.

82. Lors de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources et les intervenants principaux ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Finlande, de l'Indonésie, de la France, du Royaume-Uni, de la Belgique, de la Suède, de la Norvège, du Guatemala, de l'Union européenne et de l'Afghanistan.

83. Des déclarations ont également été faites par les représentants de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, du grand groupe des autorités locales, du grand groupe des peuples autochtones, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du grand groupe des femmes.

84. Le Vice-Président du Conseil (Mexique) a fait des observations finales.

Deuxième partie – Réussissons-nous à ne laisser personne de côté dans l'éradication de la pauvreté et la mise en œuvre du Programme 2030 ?

85. Le Vice-Président du Conseil (Arménie) a présidé la discussion et fait une déclaration.

86. La discussion était animée par Diane Elson, professeure émérite de l'Université d'Essex, chercheuse affiliée au Center for Women's Global Leadership de l'Université Rutgers et membre du Comité des politiques de développement, qui a aussi fait une déclaration.

87. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : la Coordinatrice nationale du réseau WorldWIDE et membre du conseil d'administration de l'Habitat International Coalition (Nigéria), Ifeyinwa Ofong ; la Directrice exécutive du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Winnie Byanyima.

88. Les intervenants principaux suivants ont pris la parole : Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; Anriette Esterhuysen, Présidente du groupe consultatif multipartite du Forum sur la gouvernance d'Internet d'Afrique du Sud ; John Patrick Ngoyi, Directeur de la

Justice, Development and Peace Commission du diocèse catholique d'Ijebu-Ode (Nigéria) ; Sophia Bachmann, déléguée de la jeunesse de l'ONU pour le développement durable en Allemagne.

89. Des déclarations ont également été faites par les participants suivants : la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, Natalia Kanem ; le Directeur de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Paul Ladd.

90. Les représentants des pays suivants sont aussi intervenus : Nicaragua, Mexique, Pays-Bas, République de Corée, Union européenne, Jamaïque, Népal, Inde, Chine, Suisse, Afrique du Sud, Suède, Indonésie, Norvège, Guatemala, France, Afghanistan, Finlande, Nigéria et Botswana.

91. Le représentant de l'Union internationale des télécommunications a fait une déclaration.

92. Des déclarations ont également été faites par les représentants des groupes de parties prenantes pour les personnes handicapées et les bénévoles, ainsi que par les représentants du grand groupe des peuples autochtones, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du grand groupe des femmes.

93. Le Vice-Président du Conseil (Arménie) a fait des observations finales.

c) Mobiliser la solidarité internationale, accélérer l'action et adopter de nouvelles solutions pour réaliser le Programme 2030 et lutter contre la COVID-19 : pays africains, pays les moins avancés et pays en développement sans littoral

94. À la sixième réunion informelle, le 9 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Mobiliser la solidarité internationale, accélérer l'action et adopter de nouvelles solutions pour réaliser le Programme 2030 et lutter contre la COVID-19 : pays africains, pays les moins avancés et pays en développement sans littoral », présidée par la Présidente du Conseil, qui a prononcé un discours d'ouverture.

95. La Présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et Envoyée spéciale pour le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, Agnes Kalibata, a fait une déclaration liminaire.

96. La discussion était animée par la Directrice exécutive du Centre pour le dialogue politique au Bangladesh, Fahmida Khatun.

97. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : l'ancien Premier Ministre du Niger et Directeur exécutif de l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, Ibrahim Assane Mayaki ; le Directeur général du Fonds du Qatar pour le développement, Khalifa bin Jassim Al-Kuwari ; le Directeur adjoint des Centres africains de prévention et de contrôle des maladies, Ahmed Ouma.

98. Des déclarations ont été faites par les intervenants principaux suivants : la députée du Parlement junior du Zimbabwe, Vanessa Chivizhe, et le Président exécutif par intérim et Coordonnateur national de VIONet Zimbabwe, Trymore Karikoga, s'exprimant au nom du groupe de parties prenantes pour les bénévoles.

99. Des déclarations ont été faites par les participants suivants : le Ministre des affaires étrangères et des relations internationales du Lesotho, Matšepo Ramakoa ; le Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Fekitamoeloa 'Utoikamanu ; le Directeur général de la Commission nationale de planification du Malawi, Thomas Munthali.

100. Lors de la discussion interactive qui a suivi, les personnes-ressources et les intervenants principaux ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'État plurinational de Bolivie, de la Belgique, du Burkina Faso (au nom du Groupe des États d'Afrique), du Maroc, du Malawi (au nom du Groupe des pays les moins avancés), des Philippines, de l'Égypte, du Portugal, du Népal, du Royaume-Uni, de la Sierra Leone, de l'Indonésie, de l'Afghanistan, de l'Irlande, du Bangladesh, du Paraguay, de l'Éthiopie, de l'Afrique du Sud, de la Chine, du Nigéria et de la Mongolie, ainsi que des représentants du grand groupe des organisations non gouvernementales, du grand groupe des femmes, du grand groupe des entreprises et de l'industrie et du groupe de parties prenantes du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

101. L'animatrice a fait des observations finales.

d) Des moyens de mise en œuvre adaptés à l'ampleur de la crise et à l'envergure de notre ambition pour 2030

102. À la septième réunion informelle, le 10 juillet, le forum a tenu une discussion interactive en deux parties sur le thème « Des moyens de mise en œuvre adaptés à l'ampleur de la crise et à l'envergure de notre ambition pour 2030 ».

Première partie – Mobilisation de financements bien ciblés

103. La discussion était présidée par la Présidente du Conseil et animée par une chargée de recherche à l'Overseas Development Institute, Annalisa Prizzon, qui a fait une déclaration.

104. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : le Ministre des finances et Député de la Barbade, Ryan Straughn ; le Directeur de la coopération pour le développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Jorge Moreira da Silva ; une associée de Gobi Partners (Thaïlande), Sharinee Shannon Kalayanamitr.

105. Des déclarations ont été faites par les intervenants principaux suivants : le Vice-Président de la Banque européenne d'investissement, Ambroise Fayolle, et la Coordinatrice de l'Asian Peoples' Movement on Debt and Development, Lidy Nacpil, s'exprimant au nom du groupe de parties prenantes pour le financement de la société civile pour le développement.

106. Une déclaration a été faite par la Secrétaire d'État et Directrice du Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse, Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, à titre de participante.

107. Lors de la discussion interactive qui a suivi, des commentaires ont été faits par les représentants du Nicaragua, de la France, de l'Union européenne, de l'Indonésie, de la Suède, du Népal, de la Norvège et du Nigéria.

108. Les représentants de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du groupe de parties prenantes pour les personnes handicapées sont intervenus.

Deuxième partie – Science, technologie et innovation

109. Le Vice-Président du Conseil (Mexique) a présidé la discussion et fait une déclaration.

110. La discussion était animée par le Directeur de l'Institut de recherche sur les politiques scientifiques et technologiques du Conseil de la recherche scientifique et industrielle du Ghana, George Essegbey, qui a également fait une déclaration.

111. Le forum a entendu les présentations des personnes-ressources suivantes : le Directeur principal des National Academies of Sciences, Engineering and Medicine des États-Unis et coprésident du Groupe des 10 Hauts-Représentants chargés d'appuyer le Mécanisme de facilitation des technologies, Vaughan Turekian ; la Directrice exécutive du Wits Reproductive Health and HIV Institute à l'Université du Witwatersrand à Johannesburg et membre du conseil d'administration de Gavi Alliance, Helen Rees.

112. Des déclarations ont été faites par les intervenants principaux suivants : la Directrice exécutive de l'InterAcademy Partnership for Research et membre de la Global Young Academy, Teresa Stoepler ; la Coordonnatrice du Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration aux Philippines, Elenita Dano, s'exprimant au nom du groupe de parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

113. Les participants suivants ont pris la parole : le Ministre adjoint de l'éducation, de la science et du développement technologique de Serbie, Viktor Nedovic ; le Président de la Commission de la science et de la technologie pour le développement et Secrétaire permanent adjoint au Ministère de l'éducation tertiaire, de la recherche, de la science et de la technologie du Botswana, Kekgonne Baipoledi ; la Commissaire de l'Union européenne à l'innovation, à la recherche, à la culture, à l'éducation et à la jeunesse, Mariya Gabriel.

114. Lors de la discussion interactive qui a suivi, des commentaires ont été faits par les représentants : de l'Inde, également au nom du Japon ; de la Finlande, au nom du Groupe des amis des technologies numériques ; d'Israël, à titre de coprésident du Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable ; du Nicaragua ; de la Finlande ; de l'Indonésie ; du Guatemala ; du Bangladesh ; de l'Égypte ; de la Pologne ; de la Jamaïque ; de la Norvège ; du Nigéria ; du Botswana ; du Costa Rica ; de la Belgique.

115. Les représentants de l'Union internationale des télécommunications et du grand groupe des femmes sont intervenus.

116. Le Vice-Président du Conseil (Mexique) a fait des observations finales.

2. Examens nationaux volontaires

117. De la huitième à la douzième et de la quatorzième à la dix-huitième réunion informelle, du 10 au 16 juillet 2020, 47 pays ont présenté leur examen national volontaire au forum.

118. À sa huitième réunion informelle, le 10 juillet, le forum a entendu une déclaration de la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina Mohammed.

119. Durant la même séance, le Vice-Président du Conseil et Représentant permanent adjoint du Mexique aux Nations Unies s'est exprimé en sa qualité de Président du Groupe des amis des examens nationaux volontaires et du suivi et de l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

120. La douzième réunion informelle, qui s'est tenue le 14 juillet, a été ouverte par une déclaration du Président du Conseil, après quoi le forum a visionné un discours liminaire préenregistré du Président de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre du climat et de l'environnement de la Norvège, Sveinung Rotevat, qui a partagé avec le forum des messages et recommandations clés de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à titre de contribution à la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable.

121. Lors de cette même réunion, le forum a visionné un message préenregistré du Président du Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes et Ministre de l'environnement et de l'embellissement national de la Barbade, Trevor Prescod, s'exprimant au nom de la région.

122. À la treizième réunion informelle, le 15 juillet, le forum a tenu une discussion sur les conclusions et les recommandations des forums régionaux pour le développement durable (voir les paragraphes 173-178 ci-dessous).

a) Examens nationaux volontaires : Arménie, Samoa, Équateur, Honduras et Slovénie

123. À la huitième réunion informelle, le 10 juillet, l'Arménie, le Samoa, l'Équateur, le Honduras et la Slovénie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Arménie), qui a aussi fait une déclaration.

124. La présentation de l'Arménie a été faite par le Vice-Premier Ministre, Mher Grigoryan, sous forme de message vidéo préenregistré, et celle de Samoa par la Vice-Première Ministre, Fiamé Naomi Mataafa, également sous forme de message vidéo préenregistré.

125. Lors de la discussion interactive qui a suivi, le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Arménie, Artak Apitonian, a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Fédération de Russie, de l'Égypte, du Mexique et du Kirghizistan. Le Vice-Premier Ministre de Samoa a quant à lui répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Nouvelle-Zélande, de l'Irlande et du Mexique, ainsi que du représentant du grand groupe des peuples autochtones.

126. La présentation de l'Équateur a été faite par Sandra Katherine Argotty, Secrétaire technique de la planification, sous forme de message vidéo préenregistré, suivi des réponses préenregistrées aux questions et commentaires transmis à l'avance par les délégations du Pérou, de l'Inde et de l'Estonie.

127. La présentation du Honduras a été faite par la Secrétaire d'État à la coordination générale, Martha Doblado Andara, sous forme de message vidéo préenregistré, suivi des réponses préenregistrées aux questions et commentaires transmis à l'avance par les délégations du Pérou et du Guatemala.

128. La présentation de la Slovénie a été faite par le Ministre du Bureau gouvernemental pour le développement et la politique de cohésion européenne, Zvonko Černač, sous forme de message vidéo préenregistré, suivi des réponses préenregistrées aux questions et commentaires transmis à l'avance par les délégations de l'Estonie et de Macédoine du Nord.

b) Examens nationaux volontaires : Népal, Géorgie, Nigéria, Kenya, Ouganda, Bangladesh, Inde, Maroc et Niger

129. À la neuvième réunion informelle, le 13 juillet, le Népal, la Géorgie, le Nigéria, le Kenya, l'Ouganda, le Bangladesh, l'Inde, le Maroc et le Niger ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Maroc).

130. Le Népal était représenté par le Vice-Président de sa Commission nationale de planification, Pushpa Raj Kadel, et la Géorgie par son Vice-Ministre des affaires étrangères, Lasha Darsalia.

131. Lors de la discussion qui a suivi, les présentateurs ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Autriche, de la Lituanie, de l'Indonésie, de Singapour, de la Norvège et du Kirghizistan, ainsi que du représentant du grand groupe des peuples autochtones.

132. La présentation du Nigéria a été faite par l'Assistante spéciale principale du Président du Nigéria pour les objectifs de développement durable, Adejoke Orelope-Adefulire, celle du Kenya par le Secrétaire du cabinet du trésor et de la planification nationale, Ukur Yatani, et celle de l'Ouganda par la Ministre des fonctions générales et personne-ressource du cabinet pour les objectifs de développement durable, Mary Karoro Okurut.

133. Lors de la discussion interactive qui a suivi, les présentateurs ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Bangladesh, de la Gambie, du Danemark, du Royaume-Uni et de la Norvège, ainsi que du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

134. Les présentations des délégations du Bangladesh, de l'Inde, du Maroc et du Niger ont été faites sous forme de messages vidéo préenregistrés, suivis des réponses préenregistrées aux questions et commentaires transmis à l'avance par : les délégations de l'Inde (pour le Bangladesh) ; l'Équateur, le Bangladesh, les grands groupes et d'autres groupes d'intérêt, dont Wada Na Todo Abhiyan (pour l'Inde) ; le Mexique, l'Inde, Djibouti et le Niger (pour le Maroc) ; le groupe de parties prenantes pour le Mécanisme de mobilisation des parties prenantes à l'appui de la mise en œuvre du cadre de Sendai (pour le Niger).

c) Examens nationaux volontaires : Panama, Bénin, Costa Rica, Pérou et Argentine

135. À la dixième réunion informelle, le 13 juillet, le Panama, le Bénin, le Costa Rica, le Pérou et l'Argentine ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Mexique).

136. La présentation de la délégation du Panama a été faite sous forme de message vidéo préenregistré, suivi des réponses préenregistrées aux questions et commentaires transmis à l'avance par les délégations de l'Argentine et du Costa Rica, ainsi que par le grand groupe des organisations non gouvernementales.

137. La Ministre du développement social du Panama, María Inés Castillo de Sanmartín, est intervenue après la présentation.

138. La présentation du Bénin a été faite par le Ministre d'État chargé de la planification et du développement, Abdoulaye Bio Tchane, et celle du Costa Rica par la Ministre de la planification nationale et de la politique économique, María del Pilar Garrido.

139. Lors de la discussion interactive qui a suivi, la Directrice adjointe de cabinet du Bénin, Sakinatou Bello, au nom du Ministre principal de la planification et du développement, et le Ministre de la planification nationale et de la politique économique du Costa Rica ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Suisse, du Mexique, du Royaume-Uni, de la Norvège et du Bhoutan, ainsi que du représentant du groupe de parties prenantes de l'éducation et du milieu universitaire.

140. La présentation du Pérou a été faite par le Président du Conseil directeur du Centre national de planification stratégique du Cabinet du Premier Ministre, Javier Abugattas, et celle de l'Argentine par la Secrétaire exécutive du Conseil national de coordination des politiques sociales, Victoria Tolosa Paz.

141. Lors de la discussion qui a suivi, les présentateurs ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Équateur, de l'Espagne, du Mexique et du Paraguay, ainsi que des représentants du grand groupe des peuples autochtones et du groupe de parties prenantes de l'éducation et du milieu universitaire.

142. Le Vice-Président du Conseil (Mexique) a fait une déclaration.

d) Examens nationaux volontaires : Finlande, Bulgarie, Fédération de Russie, Burundi et Gambie

143. À la onzième réunion informelle, le 14 juillet, la Finlande, la Bulgarie, la Fédération de Russie, le Burundi et la Gambie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Mexique).

144. La présentation de la Finlande a été faite par la Première Ministre, Sanna Marin, sous forme de message vidéo préenregistré.

145. Lors de la discussion qui a suivi, la Ministre de l'environnement et du changement climatique, Krista Mikkonen, le Représentant permanent de la Finlande auprès des Nations Unies, Jukka Salovaara, et la Secrétaire générale de la Commission nationale pour le développement durable, Annika Lindblom, ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Suède, de la Suisse, de la Norvège, de la Roumanie et du Costa Rica, ainsi que du représentant du grand groupe des peuples autochtones.

146. L'examen national volontaire de la Bulgarie a été présenté par son Premier Ministre, Boyko Borissov.

147. Il a lui-même répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Argentine, de l'Indonésie et du Botswana, ainsi que du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

148. La présentation de la Fédération de Russie a été faite par le Ministre du développement économique, Maksim Reshetnikov, sous forme de message vidéo préenregistré.

149. Lors de la discussion qui a suivi, le présentateur a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Inde, du Kirghizistan et de la Chine, ainsi que du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

150. À son tour, la Présidente du Conseil économique et social du Burundi, Denise Sinankwa, a présenté l'examen national volontaire de son pays.

151. Lors de la discussion qui a suivi, la présentatrice a répondu aux commentaires et aux questions du représentant de la République-Unie de Tanzanie et du représentant du grand groupe des travailleurs et des syndicats.

152. La présentation de la Gambie a été faite par le Ministre des finances et des affaires économiques, Mambury Njie, sous forme de message vidéo préenregistré.

153. Lors de la discussion qui a suivi, la présentatrice a répondu aux commentaires et aux questions du représentant du Maroc et du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

e) Examens nationaux volontaires : Brunéi Darussalam, États fédérés de Micronésie et Macédoine du Nord

154. À la douzième réunion informelle, le 14 juillet, le Brunéi Darussalam, les États fédérés de Micronésie et la Macédoine du Nord ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Arménie), qui a fait une déclaration.

155. Les présentations des délégations du Brunéi Darussalam et des États fédérés de Micronésie ont été faites sous forme de messages vidéo préenregistrés, suivis des réponses préenregistrées aux questions et commentaires transmis à l'avance.

156. Une présentation préenregistrée de la délégation de la Macédoine du Nord a également été montrée.

157. Au cours de la discussion interactive qui a suivi, le Chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Macédoine du Nord auprès des Nations unies, Dusko Uzunovski, a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Slovénie, du Costa Rica et du Monténégro, ainsi que du représentant du groupe de parties prenantes pour les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et intersexes.

f) Discussion sur le thème « Messages de la région »

158. À sa treizième réunion informelle, le 15 juillet, le forum a tenu une discussion interactive sur le thème « Messages de la région », présidée par le Vice-Président du Conseil (Maroc) et animée par la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique et Coordinatrice des commissions régionales, Vera Songwe. Tous deux ont fait des déclarations.

159. Des présentations ont été faites par les intervenants suivants : le Ministre de la fonction publique, du travail et du bien-être social du Zimbabwe et Président du sixième Forum régional africain pour le développement durable, Paul Mavima ; le Ministre du commerce extérieur et de l'investissement étranger de Cuba et Président du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, Rodrigo Malmierca ; la Ministre adjointe des affaires étrangères et porte-parole du Ministère des affaires étrangères du Qatar, Lolwah Al-Khater ; le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Président de la quatrième session du Forum régional sur le développement durable pour la région de la Commission économique pour l'Europe, Vagif Sadigov ; la Représentante permanente du Sri Lanka auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et Présidente de la septième session du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, Samantha K. Jayasuriya.

160. La Ministre déléguée auprès du Ministre des affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nezha El Ouafi, a fait une déclaration à titre de participante.

161. Durant la discussion interactive qui a suivi, les intervenants ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Congo et de l'Éthiopie.

162. La représentante du grand groupe des femmes a aussi fait une déclaration.

163. L'animatrice a fait des observations finales.

g) Examens nationaux volontaires : Estonie, Ukraine, Ouzbékistan, Autriche, Seychelles et République arabe syrienne

164. À la quatorzième réunion informelle, le 15 juillet, l'Estonie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Autriche et les Seychelles ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Arménie).

165. La présentation de l'Estonie a été faite par le Premier Ministre, Jüri Ratas, sous forme de message vidéo préenregistré, ainsi que par le Représentant permanent auprès de l'ONU, Sven Jürgenson.

166. Lors de la discussion interactive qui a suivi, le Représentant permanent de l'Estonie auprès des Nations Unies a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Autriche, de la Finlande, de la Slovénie et de l'Équateur, ainsi que du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

167. La présentation de l'Ukraine a été faite par la Vice-Première Ministre pour l'intégration européenne et euro-atlantique, Olha Stefanishyna, sous forme de message vidéo préenregistré, ainsi que par le Directeur général de la coordination politique et de la planification stratégique du secrétariat du cabinet des ministres, Dmytro Shevchuk.

168. Il a ensuite répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Estonie, de la Lituanie, de la Géorgie, de la Finlande, de la Lettonie et de la Fédération de Russie, ainsi que de la représentante du grand groupe des femmes.

169. La présentation de l'Ouzbékistan a été faite par la Présidente du Sénat, Tanzila Kamalovna Narbaeva, et le Premier Vice-Ministre du développement économique et de la réduction de la pauvreté, Akmalhon Ortikov.

170. Lors de la discussion qui a suivi, les présentateurs ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Kazakhstan, du Tadjikistan, de l'Azerbaïdjan, du Bélarus et du Kirghizistan.

171. La présentation de l'Autriche a été faite par la Ministre fédérale de l'Union européenne et de la Constitution, Karoline Edtstadler.

172. Lors de la discussion qui a suivi, la présentatrice a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Estonie, du Bhoutan, de la Suisse et du Costa Rica, ainsi que du représentant du groupe de parties prenantes de l'éducation et du milieu universitaire.

173. La présentation des Seychelles a été faite par le Ministre des finances, du commerce et de la planification économique, Maurice Loustau-Lalanne.

174. Lors de la discussion qui a suivi, le présentateur a répondu aux commentaires et aux questions du représentant du Royaume-Uni et du coordonnateur résident des Nations Unies pour les Seychelles, ainsi que du représentant du groupe de travail sur les examens nationaux volontaires des grands groupes et des parties prenantes.

175. La présentation de la République arabe syrienne été faite par le Ministre et Chef de la Commission de planification et de coopération internationale, Imad Sabouni, sous forme de message vidéo préenregistré.

176. Lors de la discussion qui a suivi, le présentateur a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Chine et de la Fédération de Russie, ainsi que du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

177. Le Vice-Président du Conseil (Maroc) a fait une déclaration.

h) Examens nationaux volontaires : Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago, Mozambique et Papouasie-Nouvelle-Guinée

178. À la quinzième réunion informelle, le 15 juillet, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago, le Mozambique et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Mexique).

179. La présentation de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a été faite par le Ministre des finances, de la planification économique, du développement durable et des technologies de l'information, Camillo Gonsalves.

180. Lors de la discussion qui a suivi, le présentateur a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de Sainte-Lucie, de la Jamaïque et des Pays-Bas, ainsi que du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

181. La présentation de Trinité-et-Tobago a été faite, sous forme de message vidéo préenregistré, par la Représentante permanente auprès de l'ONU, Pennelope Beckles, et la Directrice exécutive de l'Institut Caraïbes des ressources naturelles, Nicole Leotaud.

182. Lors de la discussion qui a suivi, la Représentante permanente de Trinité-et-Tobago aux Nations Unies a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Jamaïque et du Belize.

183. La présentation du Mozambique a été faite par le Représentant permanent auprès de l'ONU, António Gumende, sous forme de message vidéo préenregistré.

184. Lors de la discussion qui a suivi, le Directeur général du Secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs du Ministère de l'économie et des finances du Mozambique, Momade Saide, a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Finlande, du Zimbabwe et du Portugal, ainsi que du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

185. La présentation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a été faite par le Premier Ministre, James Marape, sous forme de message vidéo préenregistré.

186. Après la présentation, le Ministre de la planification et du suivi national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sam Basil, a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, ainsi que du représentant du groupe de parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

187. Une déclaration a également été faite par le représentant de la Chine.

i) Examens nationaux volontaires : Comores, République démocratique du Congo, Kirghizistan et Libye

188. À la seizième réunion informelle, le 16 juillet, les Comores, la République démocratique du Congo, le Kirghizistan et la Libye ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Maroc).

189. La présentation des Comores a été faite par le Secrétaire d'État chargé de la coopération, Takiddine Youssouf, et par le Coordonnateur résident des Nations Unies pour les Comores, Matthias Naab.

190. Lors de la discussion qui a suivi, la Gouverneure de l'île de Ngazidja, Mhoudine Sitti Farouata, et le Commissaire général au plan, Fouady Goulame, ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'île Maurice et de la France, ainsi que du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

191. L'examen national volontaire de la République démocratique du Congo a été présenté par la Vice-Première Ministre et Ministre du Plan, Elysée Munembwe Tamukumwe.

192. Lors de la discussion qui a suivi, la présentatrice a répondu aux commentaires et aux questions du représentant du grand groupe des peuples autochtones.

193. La présentation du Kirghizistan a été faite par le Ministre de l'économie, Sanjar Mukanbetov, sous forme de message vidéo préenregistré.

194. Lors de la discussion qui a suivi, le présentateur a répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Arménie, du Népal, de la Fédération de Russie et de l'Ouzbékistan, ainsi que du représentant du groupe de parties prenantes pour les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et intersexes.

195. L'examen national volontaire de la Libye a été présenté par le Ministre du Plan, Taher Jehaimi, et par le Chef du Comité du développement durable, Taher Belhassan.

196. Lors de la discussion qui a suivi, le Ministre du Plan a répondu aux commentaires et aux questions du représentant du Maroc.

197. Le Vice-Président du Conseil (Maroc) a fait des observations finales.

j) Examens nationaux volontaires : Malawi, Zambie et République de Moldova

198. À la dix-septième réunion informelle, le 16 juillet, le Malawi, la Zambie et la République de Moldova ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Arménie).

199. La présentation du Malawi a été faite par le Directeur général de la Commission nationale de planification, Thomas Munthali, sous forme de message vidéo préenregistré.

200. Lors de la discussion qui a suivi, le présentateur a répondu aux commentaires et aux questions des représentants du Royaume-Uni, du Zimbabwe et de la Norvège, du coordonnateur résident des Nations Unies pour le Malawi et du représentant du grand groupe des organisations non gouvernementales.

201. L'examen national volontaire de la Zambie a été présenté par le Ministre de la planification du développement national et membre du Parlement, Alexander Chiteme, par le Secrétaire permanent pour la planification et l'administration du développement au Ministère de la planification du développement national, Chola J. Chabala, et par la représentante des organisations de la jeunesse et de la société civile, Precious Mulenga.

202. Lors de la discussion qui a suivi, le Ministre de la planification du développement national et le Secrétaire permanent de la planification et de l'administration du développement ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de l'Irlande et du grand groupe des travailleurs et des syndicats.

203. La présentation de la République de Moldova a été faite par le Secrétaire général adjoint du gouvernement, Adrian Ermurachi, sous forme de message vidéo préenregistré, suivi des réponses aux questions et commentaires reçus à l'avance.

k) Examens nationaux volontaires : Libéria, Barbade et Îles Salomon

204. À la dix-huitième réunion informelle, le 16 juillet, le Libéria, la Barbade et les Îles Salomon ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Mexique).

205. La présentation du Libéria a été faite par le Vice-Ministre de la gestion économique au Ministère des finances et de la planification du développement, Augustus Flomo.

206. Lors de la discussion qui a suivi, le présentateur a répondu aux commentaires et aux questions du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

207. L'examen national volontaire de la Barbade a été présenté par la Ministre des affaires économiques et de l'investissement, Marsha Caddle.

208. Lors de la discussion qui a suivi, les représentants de Trinité-et-Tobago et du Costa Rica et le représentant du groupe de parties prenantes sur le vieillissement ont fait des commentaires et posé des questions.

209. La présentation des Îles Salomon a été faite, sous forme de message vidéo préenregistré, par le Premier Ministre, Manasseh Damukana Sogavare, et le Ministre

de la planification nationale et de la coordination du développement, Rexon Ramofafia.

210. Lors de la discussion qui a suivi, la Secrétaire permanente du Ministère de la planification nationale et de la coordination du développement, Susan Sulu, et le Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, Collin Beck, ont répondu aux commentaires et aux questions des représentants de la Nouvelle-Zélande et de l’Australie.

Annexe II

Documentation

<i>Symbole</i>	<i>Titre ou description</i>
E/2020/56	Note du Secrétaire général transmettant le rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables
E/2020/57	Rapport du Secrétaire général intitulé « Point sur les objectifs de développement durable »
E/2020/58	Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2020
E/2020/59	Rapport du Secrétaire général intitulé « Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable »
E/2020/60	Rapport du Secrétaire général sur les scénarios futurs à long terme et les effets des tendances actuelles sur la réalisation des objectifs de développement durable
A/75/93-E/2020/64	Résumé des travaux du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement établi par la Présidente du Conseil (New York, 23 avril 2020 et 2 juin 2020)
E/FFDF/2020/3	Rapport du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement
E/HLPF/2020/1	Ordre du jour provisoire et documentation
E/HLPF/2020/2	Note du Secrétariat résumant les documents de synthèse sur le thème du Forum politique de haut niveau pour le développement durable présentés par les grands groupes et autres parties prenantes
E/HLPF/2020/3	Note du Secrétariat sur les rapports issus des forums régionaux pour le développement durable
E/HLPF/2020/3/Add.1	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la sixième session du Forum régional africain sur le développement durable
E/HLPF/2020/3/Add.2	Note du Secrétariat transmettant la contribution de la quatrième session du Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe
E/HLPF/2020/3/Add.3	Note du Secrétariat transmettant la contribution du septième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable
E/HLPF/2020/3/Add.4	Note du Secrétariat transmettant la contribution à la mise en œuvre du Programme de

<i>Symbole</i>	<i>Titre ou description</i>
	développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes
E/HLPF/2020/3/Add.5	Note du Secrétariat transmettant la contribution à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région arabe
E/HLPF/2020/4	Note du Secrétariat faisant la synthèse des contributions volontaires des commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres instances et organes intergouvernementaux
E/HLPF/2020/5	Note du Secrétariat transmettant la compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2020
E/2020/L.20-E/HLPF/2020/L.1	Déclaration ministérielle issue du débat de haut niveau de la session de 2020 du Conseil économique et social et du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2020, organisé sous les auspices du Conseil, sur le thème « Action accélérée et solutions transformatrices : une décennie d'action et des résultats pour le développement durable »
E/HLPF/2020/INF/1	Liste des participants
E/HLPF/2020/INF/2	Note du Secrétariat transmettant la liste des présentateurs des examens nationaux volontaires entendus lors de la session 2020 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil économique et social
